

[ACTUALITÉS](#)
[DÉBATS](#)
[sport](#)
[LOISIRS](#)
[PRATIQUE](#)
[LE DESK](#)
[LE KIOSQUE](#)
[NEWSLETTERS](#)
[MULTIMÉDIA](#)
[RÉFÉRENCES](#)
[S'abonner au Monde.fr - 6€ / mois](#)

[International](#)
[Planète](#)
[La grippe A](#)
[Europe](#)
[Politique](#)
[Société](#)
[Carnet](#)
[Economie](#)
[Médias](#)
[Sport](#)
[Technologies](#)
[Culture](#)
[Sommet de Copenhague](#)

Point de vue

Identité nationale : comment traiter équitablement des personnes assumées comme différentes ? par Constance Beth

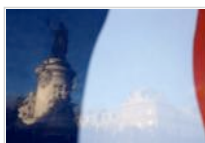
LEMONDE.FR | 03.12.09 | 20h27

[ÉDITION ABONNÉS](#) Abonnez-vous à 6 €
 [RÉAGISSEZ \(2\)](#)
[CLASSEZ](#)
[IMPRIMEZ](#)
[ENVOYEZ](#)
[PARTAGEZ](#)

Nicolas Sarkozy avait fait de l'"identité nationale", de la "fierté d'être français" restituée un des thèmes phares de sa campagne présidentielle. Aussi n'est-ce qu'une demi-surprise que de voir la question revenir avec fracas sur la scène médiatique en cette fin d'année. Mais, pour autant, l'habileté politique qui ne fait manifestement pas défaut au président a conduit ce dernier à modifier son angle d'attaque : l'identité nationale est devenue en 2009 un "grand débat" auquel tous les citoyens sont invités à contribuer. Celui à qui l'on a souvent reproché de flirter avec les recettes du Front national se laisse de la sorte une marge de manœuvre appréciable. S'il avait en effet proposé une détermination stricte de l'"être français", la critique aurait été trop aisée pour ses détracteurs : ceux-ci n'auraient eu qu'à souligner le caractère excluant, voire discriminatoire, d'une définition figée de l'identité commune.

A LIRE AUSSI

POINT DE VUE
La France est un singulier pluriel, par François Rachline



LES FAITS Les Suisses ont-ils voté tout haut ce que les Français pensent tout bas ?

ENQUÊTE Le nouveau visage de la France, terre d'immigration

ENTRETIEN Claudine Attias-Donfut : "On occulte la réalité de l'intégration de la majorité des immigrés"

COMPTE RENDU Martine Aubry oppose "la France qu'on aime" au débat sur l'identité nationale

RÉACTIONS Besson condamne les propos "racistes" d'un maire UMP

En plus que de révéler au grand jour la pauvreté de l'opposition à ce sujet, cette mise en scène permet à l'inverse de rendre légitime le fait même de lancer le débat (dont le succès est quantitativement mis en avant comme la preuve de l'intérêt que les Français lui portent) et le résultat auquel les discussions aboutiront. Comment des idées et des valeurs émergées du débat – procédure éminemment démocratique – pourraient être remises en question ? Qui oserait mettre en cause ce que le peuple a exprimé ? Au fond, le gouvernement ne fait que permettre aux Français d'exprimer démocratiquement ce qu'ils avaient, depuis ces nombreuses années de disette nationale, sur le cœur.

Mais l'"identité nationale" n'est-elle réellement à ce stade qu'un chantier conceptuel ? Le

gouvernement ne détermine-t-il pas plus que les conditions d'avènement d'une réflexion commune avec son "grand débat" ? Deux éléments présents en toile de fond de cet exercice collectif nous font penser que si.

Premièrement, et c'est le discours donné par le président lui-même le 12 novembre à la Chapelle-en-Vercors qui nous facilite ici la démonstration, personne n'est dupe quant à la population qui rend nécessaire un débat sur l'identité commune. Dans son discours, Nicolas Sarkozy oppose sans retenue la France et la "burqa", la France et ceux qui prônent "l'asservissement de la femme", la France et ceux qui ne sont pas "assidus aux cours", ne témoignent aucune "considération pour [leurs] professeurs" et ne "respectent [pas] les bâtiments qui [les] accueillent", remettant ainsi en cause "l'une des plus belles conquêtes de la République". En se reposant sur un canevas de représentations communes tissées depuis les années 1980, Nicolas Sarkozy désigne facilement sans les nommer ceux que tout Français reconnaîtra comme le musulman intégriste qui, on le sait, figure au fond le musulman présent sur le territoire national, ou comme le jeune Français "d'origine immigrée" habitant une cité et dénigrant l'école comme pilier de l'intégration républicaine.

Deuxièmement, et ce point découle directement du premier, il n'est pas anodin que la discussion soit lancée autour de l'identité nationale. L'évolution des débats est à cet égard très éclairante : dans les années 1980 et 1990, les efforts étaient en effet concentrés sur les modalités d'acquisition de la nationalité. L'objectif était alors de rendre plus difficiles l'entrée et la naturalisation des

Agrandissez l'image



DR
Capture d'écran du site lancé par le gouvernement dans le cadre du débat sur l'identité nationale.

Vos réactions

Demos Stenos :

Comment peut-on laisser entendre que les Français, comme par hasard, et à la différence de tous les peuples sur Terre, n'auraient ni culture, ni système de valeurs particulier qui seraient des référents incontournables? On a donné les papiers de la nationalité française sans se poser ce genre de questions, on se retrouve donc avec des personnes qui ont certes ces papiers mais qui déclarent elles-mêmes, oui elles-mêmes!, qu'elles ne se sentent pas Françaises. Il faut abolir le droit du sol. ”

Réagissez

► Découvrez les 2 réactions

Restez connectés

[Facebook](#)
[Twitter](#)

[Votre mobile](#)
[Messenger](#)

[RSS](#)
[Les newsletters](#)

[Flickr](#)
[iTunes](#)

